

Quand l'État cherche à faire taire les patriotes

Article rédigé par *Volontaires pour la France*, le 03 septembre 2018

Source [Volontaires pour la France] Alors que le président de la République comptait sur les vacances pour étouffer ce qu'on appelle l'affaire Benalla – véritable scandale d'Etat qui l'éclabousse – il va bien falloir y revenir car elle a mis en évidence non seulement un dysfonctionnement des services de l'Elysée mais l'existence, dans le cercle le plus proche du président, d'un fonctionnement plutôt occulte, voire clandestin dans le domaine d'affaires liées à la sécurité de l'Etat et à la lutte contre le terrorisme.

La journaliste du quotidien *Le Monde* qui a mené une enquête et révélé cette affaire l'indique clairement « *Tout d'un coup, nous nous rendons compte qu'Emmanuel Macron dirige la France de manière assez opaque. On ne connaît pas exactement ces collaborateurs et pourtant, ils s'occupent de sujets aussi importants que la sécurité ou le terrorisme. Il y a un évident problème de transparence* ». L'incident du 1er mai dans lequel s'est illustré ce très proche « *collaborateur* » n'est cependant que la partie émergée de l'iceberg qui pourrait révéler un dérèglement dans le fonctionnement républicain de la présidence qui, avec sa « *petite équipe* », dirige « *de façon assez opaque* » le pays. Il ne faut d'ailleurs pas oublier les conditions dans lesquelles le président est arrivé au pouvoir il y a une quinzaine de mois, grâce à un hold-up démocratique permis par un coup d'État institutionnel qui a éliminé le candidat de la droite classique promis à la victoire. Par ailleurs, quand il a choisi de s'exprimer, tardivement, sur ce scandale Benalla, et en quels termes (!), ne l'a-t-il pas fait en chef de clan devant ses partisans, dévalorisant ainsi la fonction de président de la République, jetant le doute sur son sens des responsabilités et créant le risque de ne plus être légitime pour une partie des Français ? S'ajoute à ce qui précède la mise en évidence d'une inquiétude majeure du fait que le président, de surcroît chef des armées, accordait toute sa confiance à ce très proche « *collaborateur* », curieusement habilité secret défense. N'a-t-il pas pris un risque inconsidéré en ignorant qu'il peut être une cible pour des services étrangers ?

En tout cas, depuis son arrivée au pouvoir, un certain nombre d'événements ou de réactions tendent à démontrer son mépris pour les voix discordantes, voire son agressivité à l'égard des voix dérangeantes, et sa volonté de faire taire ceux qui veulent que la France reste la France ou que la France redevienne la France. Et dans cette entreprise de démolition de notre identité et donc de l'unité de la nation, une collaboration de circonstance pourrait avoir été imaginée et téléguidée par cette « *petite équipe* » entre des services de l'État, des officines et certains médias connus pour leur détestation des Français attachés à leur identité.

Sans revenir sur les circonstances de la démission du dérangeant général de Villiers, chef d'état-major des armées, il y a tout juste un an, à la suite d'une fuite dans la presse des propos tenus devant les parlementaires, il faut mentionner le limogeage, le 30 juin dernier, de Eric Fournier, non moins dérangeant ambassadeur de France en Hongrie, pour avoir dénoncé dans une note interne la « *magyarophobie* » des médias français et anglo-saxons et avoir estimé que la Hongrie est « *un modèle, ayant su anticiper les problèmes posés par les mouvements migratoires illégaux* ». Il accusait, en outre, la presse de détourner l'attention du « *véritable antisémitisme moderne* », celui des « *musulmans de France et d'Allemagne* » et défendait l'héritage chrétien de la Hongrie. Autant de propos contraires au discours officiel plutôt immigrationniste et multiculturaliste franchement orienté vers l'islam. Ce télégramme diplomatique (TD) était envoyé le 18 juin au Quai d'Orsay (ministère des Affaires étrangères). Comme tout TD, il est confidentiel et transite par un système de cryptage hautement sécurisé. Mais il fallait justifier et donner une publicité à la sanction de l'ambassadeur qui s'était écarté de la ligne officielle. Alors, comment a-t-il pu être rendu public par Mediapart ?

Deux explications et seulement deux sont concevables : il a été communiqué illégalement, soit par le ministère des Affaires étrangères, soit par l'Elysée. Une pratique non seulement perverse quant au choix du média mais révélatrice de la volonté d'imposer le silence à ceux qui s'opposent à la « transformation » en marche de la société sur le plan ethno-culturel et dénonciatrice de la collusion délibérée entre des services de l'État et des médias spécialistes de la délation acquis à cette « transformation » par l'immigration de peuplement. On le constate, la technique, toujours la même, a été rapidement rodée : on décide de neutraliser celui ou ceux qui ont été ciblés car ils dérangent, mais en prenant soin de le faire après les fuites organisées ou les informations préparées et publiées par un média manipulé ou pouvant avoir, en fonction des cas, le même objectif que le pouvoir.

C'est bien ce qui se produit dans un autre registre aussi dérangeant pour le pouvoir, avec la mouvance patriote, cette lèpre qui monte, car elle défend l'identité de la France et s'oppose à l'invasion migratoire et à l'islamisation du pays. Dans cette mouvance, les Volontaires Pour la France (VPF) semblent particulièrement ciblés. Et si cette « *petite équipe* » à laquelle appartenait M. Benalla s'occupait d'affaires de terrorisme, on peut penser qu'il ne s'agissait pas du terrorisme islamiste mais du terrorisme patriote fantasmé par nos dirigeants qui doivent en rêver et cherchent, en collaborant avec ce média servile et délateur, à en accréditer l'existence en préparant un scénario en lieu et place des VPF.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://volontaires-france.fr/editorial-du-general-martinez/>